

• Éditorial	
<i>Robert Bertram</i>	1

DOCTRINE

• Cohésion et démocratie	
<i>Jean-Yves Faberon</i>	4
• Nouvelle-Calédonie et autodétermination	
<i>Robert Bertram</i>	5
• L'année électorale 2017 en Nouvelle-Calédonie : Présidentielle – Législatives – Sénatoriales	
<i>Luc Steinmetz</i>	15
• La gouvernance de l'économie et des finances publiques en Nouvelle-Calédonie avant la sortie de l'Accord de Nouméa : un « pays d'outre-mer » où une gestion discutable génère une prise de contrôle des banques	
<i>Édouard Léoni</i>	25
• La République circumterrestre et les vicissitudes du processus référendaire d'autodétermination calédonienne : chronologie d'une procrastination	
<i>Vivien Hipeau</i>	37
• Les avatars d'une contractualisation de l'action publique	
<i>Bernard Chérioux</i>	44
• Construction d'une gouvernance pro-concurrentielle en Nouvelle-Calédonie : La question en suspens du contrôle de l'application du droit	
<i>Florent Venayre</i>	57
• Géopolitique des territoires kanak : de l'invisible au visible	
<i>Pierre-Christophe Pantz</i>	65
• Une nouvelle catégorie d'agents publics non titulaires discrètement instituée : les agents permanents nommés par l'État dans les îles Wallis et Futuna	
<i>Edwin Matutano</i>	70

DOSSIER :

LE « JOUR D'APRÈS ». QUEL DROIT, QUELLES INSTITUTIONS APRÈS L'ACCORD DE NOUMÉA ?

• Présentation du dossier : perspectives juridiques et institutionnelles pour le « jour d'après »	
<i>Carine David</i>	74

1. LA MÉTHODE TRANSITIONNELLE

• 2018 vers la fin de l'Accord de Nouméa : quel modèle de transition pour la Nouvelle-Calédonie ?	
<i>Scarlett Mitran, Chloé Hérubel, Laetitia Voirin</i>	75
• Repenser la place du peuple	
<i>Ruben Boume, Mathilde Brégeon</i>	82

2. REGARDS SUR LES PROJETS DE SOCIÉTÉ DES PARTIS POLITIQUES

• Comment « faire société » dans une « Kanaky-Nouvelle-Calédonie » souveraine ?	
<i>Anthony Tutugoro</i>	88
• À la recherche du projet de société loyaliste	
<i>Christine Colomina</i>	94

3. QUEL DROIT DANS UNE SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE ? ENTRE PLURALISME ET MÉTISSAGE

• Questionner la trajectoire du pluralisme juridique calédonien	
<i>Isabelle Dauriac</i>	96
• Le métissage de la norme par la co-construction du droit : l'exemple du Code de l'environnement de la province des Îles Loyauté	
<i>Victor David</i>	102
• Intégrationnisme versus Multiculturalisme	
<i>Gérard Fortez, Yoan Tavouvas, Gino Kalmpel</i>	108

4. LES OUTILS INSTITUTIONNELS EN SOCIÉTÉ PLURIELLE

- Repenser les institutions calédoniennes par le prisme du modèle de démocratie consensuelle
Carine David 114
- Le pouvoir coutumier, un quatrième pouvoir
Thierry Xozame 120
- Une Justice à repenser pour la Nouvelle-Calédonie à l'aune du référendum de 2018
Vaimoé Albanese, Vy Vaunny Hallette, Florent Tavernier 123

PORTRAIT

- Jean-Pierre Deteix : un homme engagé (1943 - 2016)
Par Jean-Paul Caillard 127

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE

- Droit administratif
Jean-Luc Schnoering 130
- Jurisprudence minière, financière et fiscale
Édouard Léoni 139

CHRONIQUE DE DROIT COUTUMIER KANAK

- De l'impossibilité d'adapter les catégories du droit civil français au droit coutumier kanak : « la preuve par 9 »
Antoine Leca 143

CHRONIQUE INSTITUTIONNELLE

- Chronologie : avril 2017 - octobre 2017
Robert Bertram 146

BIBLIOGRAPHIE

- Comptes-rendus de « La coutume kanak dans l'État. Perspectives coloniales et post-coloniales sur la Nouvelle-Calédonie », et de « L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie »
Antoine Leca 154
- Compte-rendu d'Antoine Leca : introduction historique au droit de la famille
Jean-Philippe Agresti 163
- Une ambition culturelle
Albert Sio 164

DOCUMENTS

- Discours de Monsieur le Premier ministre devant le congrès de la Nouvelle-Calédonie, 5 novembre 2017 165
- La participation australienne à l'établissement du pouvoir gaulliste en Nouvelle-Calédonie en septembre 1940 . . . 170
- Discours de Mme Annick Girardin, ministre des Outre-mer de la République française, pour l'ouverture de la Dixième Conférence de la Communauté du Pacifique (Nouméa, 27 juillet 2017) 172
- XVI^e Comité des signataires de l'Accord de Nouméa, jeudi 2 novembre 2017 174
- Conseil d'État par M. Pichon de Vendeuil 177